

La 3^{ème} conférence confédérale de la CGT « devant la situation de la guerre » à Clermont-Ferrand les 23, 24 et 25 décembre 1917

I Le premier jour de la conférence le 23 décembre 1917

Sont représentés à la conférence 39 fédérations de métiers et d'industrie, 51 unions départementales et 65 Bourses du travail. Ce qui fait au niveau des délégués : 36 mandats des fédérations, 47 mandats d'unions départementales, 60 mandats des Bourses du travail, plus sont représentés des délégués étrangers : 5 anglais, 2 serbes, 2 belges, 1 suisse.

L'affrontement entre majoritaires (patriotes favorables à l'Union sacrée) et par les minoritaires (internationalistes opposés à la guerre) s'exprime dès le début de la conférence concernant le mandat de l'Isère retiré à un minoritaire, épisode qui permet de connaître dès le début le rapport de force : voté par 80 voix de majoritaires pour retirer le mandat, 47 voix contre de minoritaires et 10 abstentions.

Les poursuites intentées contre les militants considérés comme pacifistes

..... Copie.....
Très Confidentiel.
.....

Paris, le 27 Juin 1916
- 7 heures -

INTERIEUR à PREFETS FRANCE ET ALGERIE.

En communication à Gouverneur Général Alger.- Circulaire.-
.....

Par mon télégramme circulaire du 1er Juin, je vous ai invité à vous concerter avec l'Autorité Militaire pour interdire toute réunion pouvant porter atteinte à la Défense Nationale. Vous devez considérer comme rentrant essentiellement dans cette catégorie les réunions pacifistes qui ne peuvent que porter atteinte à la confiance et affaiblir le moral de nos populations. Toutefois avant de demander à l'Autorité Militaire d'user des pouvoirs que lui confère la loi de 1849 pour interdire ces réunions, il est indispensable que vous convoquiez les organisateurs et que vous fassiez appel à leur patriotisme pour qu'ils renoncent d'eux-mêmes à des manifestations nuisibles au pays et que le Gouvernement ne peut à aucun prix tolérer.

.....

La Conférence confédérale proteste au nom de la liberté de penser :

-« contre toutes les poursuites intentées pour délits d'opinion à des militants syndicalistes ou socialistes. Aujourd'hui, d'autres militants ouvriers, parmi lesquels Hélène Brion (1) secrétaire de la Fédération des Instituteurs et Institutrices sont arrêtés, emprisonnés. »

-contre les arrestations et la transmission à la justice militaire des dossiers d'instruction pour délits d'opinion, alors que ceux-ci relèvent de la justice ordinaire,

-contre « *l'odieuse campagne de presse qui tend à représenter des inculpés pour propagande pacifiste, comme des criminels propagateurs défaitistes.* »,

Mayoux (instituteur) qui avec d'autres militants ont « *été poursuivis et condamnés à la prison comme militants syndicalistes.* » dénonce lui frontalement Clémenceau, le gouvernement Ribot et le ministre de l'intérieur Malvy : « *C'est la logique de Clémenceau, alors qu'Hélène Brion qui n'est pas condamnée est déjà emprisonnée... nous avons la preuve qu'il s'agit d'une réaction gouvernementale, mais c'est de toute évidence sur les injonctions de Clémenceau, secondé par les pires ennemis du régime, par les réactionnaires les plus avérés de l'Action française, que cette vague de clémencisme s'est déchaînée. Et ce n'est pas seulement contre les instituteurs. Nous avons vu les grèves de la Loire, nous avons vu aussi que deux de nos camarades de Tulle...sont en prison.* »

Mayoux dénonce le fait qu'ils ont « *été poursuivis aussi comme pacifistes. Eh bien, je n'avais jamais entendu dire qu'on ne pouvait pas être partisan de la paix, même en temps de guerre.* ».

Puis les délégués se mettent d'accord sur l'ordre du jour de la conférence, sauf concernant le dernier point que les minoritaires n'approuvent pas « *où il est question de l'intérêt supérieur du pays. Nous ne marchons pas avec l'Union sacrée et la Défense nationale.* »

Un Congrès confédéral de la CGT aurait dû se tenir en septembre 1914 mais il a été empêché par la guerre. Les minoritaires demandent donc en vain, en dehors de toute question de tendance, la tenue d'un Congrès Confédéral, le dernier s'étant tenu au Havre en 1912.

A cause de la guerre, on apprend que les 2/3 des organisations départementales n'ont pas pu tenir de Congrès départemental.

II Le deuxième jour de la conférence le 24 décembre 1917

Le délégué suisse (pays neutre) arrivé avec un jour de retard précise que « *la guerre a eu pour conséquence chez nous d'augmenter dans d'assez fortes proportions nos adhérents au mouvement syndical. Nous avons eu dans le courant de l'année dernière de multiples mouvements en faveur de l'augmentation des salaires ou d'allocations...* » et que les ouvriers des industries et machines ont obtenu la journée de neuf heures qui sera applicable au 1^{er} février 1918.

Jouhaux aborde alors la question centrale de cette conférence, celle du positionnement de la CGT concernant la paix pour *«que nous puissions sortir de cette conférence avec des indications très nettes qui manifestent une pensée unanime, si possible de la CGT et qu'ainsi nous ayons une force nouvelle.»*

Voici quelques arguments développés lors des débats par les majoritaires et par les minoritaires

Claverie (majoritaire) ne veut pas d'une paix boiteuse qui ne serait qu'une trêve armée, une paix de vaincus. Ce qu'il faut c'est abattre le militarisme allemand, l'hégémonie de l'Allemagne : *« Il faut changer la mentalité allemande et nous n'y arriverons, nous sommes obligés de le dire que par la démonstration militaire. Nous ne pouvons pas, quand notre pays est envahi, quand les allemands foulent notre sol, demander la paix parce que la paix que nous pourrions avoir serait une paix de vaincus... Croyez-vous que si demain la paix était faite véritablement nous serions prêts pour lutter contre l'Allemagne sur le terrain économique ? J'aperçois alors ce résultat, c'est que les Allemands viendraient chez nous avec leurs capitaux, avec leur organisation financière qui se tient car elle fait bloc, l'Allemagne... »*

Mayoux (minoritaire) précise : *« Nous avons pris, nous, les pacifistes, nos responsabilités. Nous ne nous en faisons pas gloire, nous étions pacifistes avant, nous le sommes pendant, nous le serons après... Nous voudrions que la classe ouvrière prenne nettement parti et que dans la motion qui sera votée ici soient rappelés les principes de Zimmerwald qui quoiqu'on en dise, ont sauvé l'honneur de l'Internationale. Les camarades qui y sont allés ont créé un fait historique sans précédent, d'une portée considérable et qui demeurera dans l'histoire quoique vous en pensiez.»*

Merrheim (minoritaire) lisant une déclaration de la Fédération des Métaux. Extraits :

« La majorité de la confédération générale du travail a jugé, malgré d'immédiats et amicaux avertissements, de sacrifier son unité à l'union sacrée. Constante dans sa fidélité à cette formule, elle a approuvé, encouragé par son silence public, troublé seulement par quelques timides suppliques, la succession des fautes, des crimes, des attentats à la liberté d'écrire et de penser, à la mutilation du droit de coalition, concédée par l'Empire ; à la contestation du droit syndical... »

Puis Merrheim continuant à propos de la révolution russe et de la question de la paix séparée :

« Telle est la situation et qu'on le veuille ou non, si demain la Russie même avait un autre gouvernement que celui qu'elle a aujourd'hui, elle serait dans l'impossibilité absolue de continuer la guerre. Que demandent nos camarades russes ? J'ai là sous les yeux l'appel qu'ont lancé les commissaires du peuple Trotsky et Lénine. Il contient ce que pensent tous les partis russes, même Martoff et les autres, car ce peuple est momentanément divisé sur la politique intérieure de la Russie. Il y a un point sur lequel ils ne sont pas divisés : c'est la paix nécessaire pour sauver la Russie. Nous ne devons pas oublier que cette Russie a eu 5 millions de morts, 7 millions de blessés, que c'était une Russie saignée ; cela a été révélé au procès Sakhomniloff. On envoyait à la bataille des divisions tout entières avec un fusil pour deux hommes ; ce n'était pas à la bataille, mais au massacre. »

TEXTE DE LA PROPOSITION LENINE-TROTSKY

Tsharskoié Sielo, 28 novembre.

Aux peuples des pays belligérants !

La victorieuse révolution des ouvriers et des paysans en Russie, a mis au premier rang la question de la paix. La période d'hésitation, d'ajournement et de la bureaucratie est finie. Maintenant *tous les gouvernements*, toutes les classes, *tous les partis de tous les pays belligérants* sont invités à répondre catégoriquement à la question : s'ils entendent ou non entrer avec nous en pourparlers au sujet *d'un armistice immédiat et d'une paix générale*.

De la réponse à cette question, dépend celle de savoir si nous éviterons une nouvelle campagne d'hiver avec toutes ses horreurs et ses misères et aussi si l'Europe continuera à être noyée dans le sang.

Nous, Conseil des Commissaires du Peuple, nous nous adressons *aux gouvernements de nos alliés*, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Etats-Unis, de la Belgique, de la Serbie, de la Roumanie, du Japon et de la Chine. Nous leur demandons, *en face de leurs propres peuples*, en face du monde entier, s'ils entendront entrer en pourparlers pour la paix. Nous, le Conseil des Commissaires du Peuple, nous nous adressons aux peuples alliés, en première ligne aux *masses travailleuses*, s'ils veulent continuer le stupide massacre, aller aveuglément vers la perte de la civilisation européenne. Nous demandons que les partis ouvriers des pays belligérants répondent sans retard à la question, s'ils acceptent d'entrer en pourparlers. Nous posons cette question au premier rang.

La paix que nous avons proposée doit être la paix des peuples. Elle doit être une paix honorable d'entente assurant à chaque nation la liberté de son développement économique et cultural. La Révolution ouvrière et paysanne a déjà fait connaître son programme de paix.

Nous avons publié les traités secrets du tsar et déclaré ces traités comme non obligatoires pour le peuple russe. Nous proposons de conclure publiquement avec tous les peuples un traité nouveau sur la base de l'entente et de la collaboration. A notre proposition, les représentants officiels et officieux des Gouvernements alliés ont répondu par un refus de reconnaître le Gouvernement des Soviets et de se mettre en rapport avec lui au sujet des pourpar-

lers pour la paix. Le Gouvernement de la Révolution victorieuse est privé de la reconnaissance de la diplomatie professionnelle, mais nous demandons à ces nations si la diplomatie réactionnaire exprime leurs pensées et leurs aspirations, si les peuples permettront à la diplomatie de laisser tomber la grande possibilité de paix ouverte avec la Révolution russe.

A BAS LA CAMPAGNE D'HIVER !

VIVE LA PAIX ET LA FRATERNITE DES PEUPLES !

*Le Commissaire du Peuple
pour les Affaires étrangères :*
TROTSKY.

*Le Président du Conseil
des Commissaires du Peuple :*
Oulianoff LENINE.

Péricat (minoritaire) à propos des conséquences de l'Union sacrée : *« Mais je sais bien, la récompense de l'union sacrée, de la collaboration gouvernementale, nous l'avons obtenue par la répression, nous l'avons obtenue en laissant disparaître non pas nos libertés, mais nos semblants de liberté, nous l'avons obtenue en perdant nos us et coutumes ; en sacrifiant femme et enfants à l'usine, au chantier, à l'exploitation à outrance. D'un côté, le devoir, le sacrifice, l'abnégation ; de l'autre côté, les bénéfices, l'exploitation des c'est toujours la même thèse dans la guerre comme avant la guerre, il y a les exploités du patriotisme, les journalistes patriotards depuis les journaux ouvriers, en partant de la Bataille en passant par l'humanité et les autres journaux qui font du patriotisme à 5,10 ou 20 francs la ligne. Voilà le patriotisme français, le patriotisme du Journal de Charles Humbert, du Rappel et de la plupart des organes de la presse bourgeoise et autre. Le patriotisme, c'est pour eux du commerce... »*

Ah ! La guerre du droit, la guerre de la liberté, de la civilisation, nous la voyons, nous en constatons les effets. D'une part, les ouvriers de la métallurgie, du bâtiment, les autres mobilisés dans les usines, quand ils veulent soutenir leurs droits, affirmer le principe syndicaliste, c'est le départ pour le front (2); pour les femmes, l'exploitation à outrance, pour les enfants aussi, c'est la récompense de l'Union sacrée, des concessions que vous avez faites au gouvernement...

Nous sommes pour la paix et nous voulons la cessation de la boucherie ; si nous arrachons ainsi 100 000, 200 000 camarades à la mort, nous aurons fait un peu notre devoir... ».

Dumas (majoritaire) répond à certaines accusations : *« Nous ne voulons pas la destruction du peuple allemand, nous voulons qu'il puisse vivre aussi libre que nous, mais nous voulons qu'une leçon soit donnée à ce peuple infatué de sa personnalité, qui a voulu la guerre, qui l'a imposée à ses dirigeants... Je ne marche pas pour faire la révolution dans la rue tant qu'il y a un soldat ennemi chez nous. »*

Bourderon (minoritaire) explicitant les obstacles pour les militants opposés à la guerre de s'exprimer *« Il a fallu non seulement lutter contre ceux qui sont les adversaires de la classe ouvrière,...le gouvernement avec tous ses rouages de répression contre nous, l'épée de Damoclès des poursuites suspendues sur la plupart de ceux qui agissaient, mais nous avons aussi l'opprobre de nos camarades d'à côté qui disaient que notre attitude avait pour conséquence de faire durer la guerre au lieu de l'abréger. Je demande : qu'avez-vous fait alors, vous, si la collaboration des délégations de la classe ouvrière avec les rouages gouvernementaux était un moyen pour abréger la guerre ? Vous viendrez ici établir dans quelles conditions vous avez discuté avec ses hommes délégués de ministères ; il faudra ici le dire, mais jusqu'à présent nous l'ignorons. Si vous dites que c'est votre attitude qui prévaut pour l'abréviation de la guerre, il faudrait au moins la connaître, il faut nous l'exposer... »*

Ah ! Camarades, je crains qu'un trop grand nombre de membres de la classe ouvrière ne soient imbus de ce chauvinisme qu'on nous a inculqué quand nous allions à l'école, et que l'éducation que nous sommes mutuellement faite ait disparu au moment de la tourmente, que c'est seulement cette exaltation de vaillance, de gloire française qui vous entraîne, et que vous croyez que c'est exclusivement par la force des armes, par la force brutale, que la conclusion de la guerre peut aboutir...

C'est l'antagonisme des impérialismes qui s'opposant, qui luttant ensemble, a déchaîné cette terrible guerre...

Ne dites pas que nous nous sommes trouvés sur un plan égal pour la propagation de nos idées respectives. Je vous reproche cette attitude trop insuffisante, pas assez débarrassée de la tutelle du pouvoir d'en haut ; je vous reproche de ne pas avoir fait l'effort qui convenait pour hâter une rencontre internationale, de ne pas avoir su, sur ce terrain, dans cet ordre d'idées, encourager l'attitude des travailleurs allemands... Le peuple allemand est la victime, comme le peuple français, des aberrations des impérialistes, comme nous de nos colonisateurs, de notre oligarchie capitaliste... En Allemagne, on traque le peuple allemand qui ose manifester, il y a des emprisonnements, des poursuites et malgré cela il y a des tracts répandus d'une façon nombreuse qui ont troublé quelquefois la quiétude du gouvernement allemand. » Plus loin il indique qu'il y eut « 19 membres du groupe socialiste du Reichstag qui refusèrent de voter les crédits » de guerre.

Réault (majoritaire) parle des concessions qu'eux les majoritaires auraient obtenues de l'état-major et du gouvernement : « *mais pour les états-majors avec lesquels nous nous sommes rencontrés, avec lesquels nous avons établi un rapprochement, nous avons pu obtenir du gouvernement que l'on mette des canons à bord des bateaux de commerce pour que nos camarades puissent se défendre contre l'action des sous-marins... Nous avons maintenant des augmentations de salaire de 30 à 40 % ; ces salaires seront augmentés de nouveau. »*

III Le troisième jour de la conférence le 25 décembre 1917 (jour de Noël)

Luquet (majoritaire) justifie les positions des majoritaires et de Jouhaux sur le soutien au président américain Wilson ⁽³⁾ et sur la politique de collaboration de classes avec le patronat et le gouvernement : « *est-ce que nous n'étions pas d'accord pour féliciter l'Amérique de son attitude avant même qu'elle n'entre en guerre, pour féliciter le président Wilson en particulier. J'ai l'espoir, moi, que l'Amérique continue la guerre dans les mêmes conditions qu'elle y ait entrée, pour protéger et défendre les nationalités, les principes démocratiques et pour la réalisation de la Société des Nations... La semaine anglaise a triomphé au cours de la guerre et ce n'est pas les minoritaires qui l'ont fait triompher... Vous ne pouvez pas affirmer que nous avons tout sacrifié des intérêts ouvriers, que nous avons abdiqué devant le pouvoir, devant le patronat ; Jouhaux, d'autres militants, moi-même, faisons partie d'un certain nombre de commissions sommes-nous les seuls qui soyons appelés à aller voir les ministres ?*

Merrheim (minoritaire) précise que les minoritaires ne soutiennent plus le président Wilson depuis l'entrée en guerre de l'Amérique : « *Est-ce que nous connaissons quelque chose d'Amérique. Est-ce que nous pensons que l'Amérique ait pu entrer dans la guerre au point de vue de ses déclarations antérieures ? Non, il y a eu des faits nouveaux, il y a des conditions que nous ne connaissons pas. Maintenant, on nous dit : vous avez été heureux, camarades minoritaires comme majoritaire, quand les États-Unis sont entrés en guerre. Ah ! Non, nous n'avons pas été heureux. Nous étions avec Wilson l'année dernière à la Conférence ; nous avons fait toutes les concessions pour voter les résolutions de la conférence, mais c'était Wilson qui avait dit : « Ni vainqueurs, ni vaincus dans la guerre... »*

Jouhaux (majoritaire) expliquant les différences de conception entre les majoritaires minoritaires « *la nôtre s'est placée et continue à se placer au sein de la nation, ce pays ; la vôtre lui est extérieure ; nous, nous voulons agir de l'intérieur ; vous vous voulez agir de*

l'extérieur ; là est la différence entre nos deux points de vue... Mais j'ai cru alors hors de cette tourmente sanglante, que nous allions, liés indissolublement les uns aux autres, pouvoir à la fois protéger les libertés acquises et prendre possession, par des sauvegardes nécessaires, de la part de droits nouveaux. Je m'étais trompé, ... Mais est-ce une raison pour me traiter d'autocrate ?...

Eh bien ! Que de la conférence sorte une résolution disant : la guerre doit avoir pour conclusion l'indépendance et l'autonomie des nations, pas de conquête, pas d'annexions, la liberté de se développer librement, économiquement, constitution de la Société des Nations, et comme conclusion pratique, la conférence, au nom de la classe ouvrière organisée, réclame impérieusement que le gouvernement fasse publiquement connaître ses buts de paix, ... ».

Le 25 décembre commence à 21 h 45 une séance de nuit.

Pendant que s'élabore la motion de compromis, est adoptée à l'unanimité une extension du droit syndical sur la proposition suivante : « *nous considérons que la femme mariée doit avoir le droit de faire partie d'un syndicat sans autorisation de son mari* ».

Majoritaires et minoritaires se mettent d'accord sur un texte de compromis qui met sur le même plan le président américain Wilson et la révolution russe, demande la constitution de la Société des Nations, mais ne condamne pas l'Union Sacrée.

Les minoritaires acceptent de voter la motion de compromis si dans la brochure de la Conférence apparaît aussi la motion de la minorité.

La motion de compromis est votée par 161 voix et 2 abstentions dont celle de Mayoux au nom de la Fédération des Instituteurs car « *la formule de l'Union Sacrée n'a pas été dénoncée* ».

Annexe 1 Motion de la minorité

MOTION DE LA MINORITE

La Conférence donne mandat à la C. G. T. d'agir de toutes ses forces et par tous les moyens en faveur d'une paix proche et acceptable pour tous les belligérants.

Elle estime que les récentes révélations des buts de conquête indiquent à la C. G. T. le devoir de se dégager de responsabilités inacceptables en reprenant son entière personnalité, son entière indépendance.

La formule d'*Union sacrée* ne peut être qu'une dérision, puisque l'antagonisme des classes est aussi patent en temps de guerre que pendant la paix. Elle ne saurait plus longtemps suffire à justifier l'abandon par le prolétariat de sa mission et de sa liberté d'action.

La Conférence, indique la Révolution russe, a soumis à tous les Gouvernements des pays en guerre des propositions qu'elle approuve : paix générale sans annexion, sans contribution, droit absolu pour les peuples de disposer d'eux-mêmes. Ces offres constituent pour toutes les nations engagées dans le conflit des bases sur lesquelles les peuples doivent préconiser et au besoin imposer une politique de paix à leurs Gouvernements respectifs.

Elle affirme sa profonde sympathie, son respect pour tous les révolutionnaires russes et regrette que sur les suggestions de la première révolution comme de la deuxième, les Gouvernements de l'Entente n'aient pas consenti à la révision des buts de guerre établis dans l'ombre par la diplomatie secrète, complice du tsarisme.

Elle regrette avec la même force la hautaine attitude de ces mêmes Gouvernements se concertant pour s'opposer à toutes concessions aux exigences légitimes des Soviets : opposition à Stockholm, dédaigneux refus de reconnaître les pouvoirs des divers gouvernements provisoires, qui furent des manifestations d'hostilité inspirées avec les lesquelles la C. G. T. ne saurait confondre ses sentiments, ni même son action.

La Conférence, avec l'abandon de toute prétention territoriale et de domination politique, demande l'abandon de toute menace de guerre économique qui continuerait sur le terrain industriel, commercial et douanier, la rivalité armée.

La Conférence, convaincue qu'une paix d'entente et de réconciliation ne peut être que la paix des peuples par les peuples, donne mandat également au Comité Confédéral de renouer les relations internationales et de susciter une réunion de la classe ouvrière mondiale, non pour établir la responsabilité historique de telle ou telle nation mais pour travailler à l'œuvre urgente de paix et de concorde.

Annexe 2 motion de compromis

La Conférence Confédérale, devant la situation actuelle de la guerre et le trouble des esprits causé par les campagnes d'une presse sans conscience, qui favorise les entreprises de la réaction, devant les fautes de notre diplomatie et l'absence de toute précision sur les buts de guerre poursuivis par notre Gouvernement, condamne toute continuation de la diplomatie secrète, réproouve les transactions qui ont été faites à l'insu de la nation, réclame que celle-ci ait connaissance des conditions auxquelles la paix générale, juste et durable, la seule possible, pourrait être conclue.

La Conférence rappelle les formules suivantes, qui sont celles du Président Wilson et de la Révolution russe, et qui furent toujours et sont restées celles de la classe ouvrière française :

Pas d'annexion ; droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; reconstitution dans leur indépendance et dans leur intégrité territoriale des pays actuellement occupés ; réparation des dommages causés ; pas de contributions de guerre ; pas de guerre économique succédant aux hostilités ; liberté des détroits et des mers ; institution de l'arbitrage obligatoire pour régler les différends internationaux ; constitution de la Société des Nations.

La Conférence, interprète des sentiments des travailleurs de ce pays, donne mandat à la C. G. T. d'agir de toutes ses forces pour obtenir du Gouvernement français l'énoncé précis et public des conditions de paix. Elle demande instamment aux classes ouvrières de tous les pays en guerre d'exiger de leurs Gouvernements respectifs la publication, avec les mêmes précisions, de leurs conditions de paix.

Cette action générale, déjà demandée par la Révolution russe à ses débuts et à laquelle nous souscrivons, apparaît à l'heure actuelle comme la seule qui soit de nature à éviter toute paix séparée.

Pour ces raisons, la Conférence affirme le droit pour la classe ouvrière de tous les pays et pour celle de la France en particulier, de participer à une Conférence internationale et de la susciter au besoin.

(1) Voir par ailleurs dans ce NGS l'article de Colette Avrane « Hélène Brion, une institutrice féministe et pacifiste »

(2) Car les ouvriers qualifiés – les affectés spéciaux – travaillent sous la menace permanente d'être renvoyés au front. Avec l'Union sacrée, chacun est sommé de se fondre dans un « esprit de travail », et de laisser pour plus tard ses revendications. « Devenue un devoir patriotique, l'hyperproductivité donnait un argument de poids à la réorganisation taylorienne du travail [...] Le salaire à la tâche, qui indexait directement la paye des ouvriers sur la vitesse et la précision de leur production, fut l'aspect le plus souvent retenu du système de Taylor », décrit l'historienne Laura Lee Downs dans *L'Inégalité à la chaîne. La division sexuée du travail dans l'industrie métallurgique en France et en Angleterre (1914-1939)*, Paris, Albin Michel, 2002.

(3) En décembre 1947 Jouhaux et les militants non communistes quittent la CGT et fondent la CGT-FO « Jouhaux a reçu l'appui financier des États-Unis par le biais de leurs services secrets » wikipédia article Léon Jouhaux.